

substantielles d'investissements et d'échanges commerciaux avec de nombreux pays et enfin utilisation à des fins militaires de l'aide soviétique.

Depuis que la Chine a mis fin à son aide au mois de mai 1978, le Vietnam n'a cessé d'être happé par l'économie soviétique. En juin de la même année, le gouvernement d'Hanoï se joignait au Conseil Économique d'Assistance mutuelle puis, au mois de novembre, il signait le traité d'amitié et de coopération liant pour vingt-cinq ans l'avenir du Vietnam à celui de l'URSS. Désormais la présence soviétique se fait sentir dans toutes les sphères de la société vietnamienne et l'imbrication des deux économies est trop étroite pour que l'on puisse spéculer ou tabler sur d'éventuelles contradictions entre les deux pays. Certes, le Vietnam coûte cher aux Soviétiques mais il est fondamental sur le plan géopolitique et non négligeable sur le plan économique comme fournisseur de denrées tropicales que l'URSS n'a pas à payer en devises fortes.

Dans l'analyse des rapports entre le Vietnam et l'URSS deux positions nous paraissent erronées; la première est de croire que la reprise de rapports normaux entre le Vietnam et les pays occidentaux, le Japon et les membres de l'ASEAN pourrait distendre les liens étroits établis avec l'Union soviétique; la seconde est de penser que le gouvernement d'Hanoï se satisfait aisément des rapports de plus en plus dépendants qu'il entretient avec Moscou et le camp socialiste. La première attitude minimise la fraternité socialiste entre les deux pays et sous-estime l'attachement indéfectible des dirigeants actuels à la pensée d'Hô Chi Minh qui continue à guider, dans une orthodoxie sans faille, les destinées du Vietnam. La seconde attitude omet l'extraordinaire attachement du Vietnam à son indépendance et ne se situe pas dans la tradition plusieurs fois séculaire de la résistance vietnamienne, résistance qui a forgé un nationalisme farouche peu réceptif à tout empiètement.

Ainsi, malgré l'omniprésence des Soviétiques et la sincère gratitude des Vietnamiens à leur endroit, on peut constater au Vietnam une certaine réserve à l'endroit du modèle soviétique. Paradoxe peut-être mais pas vraiment si l'on se place dans la perspective du pragmatisme vietnamien qui, ces dernières années, malgré les rapports antagonistes existants semble être assez fasciné par la modernisation chinoise. Malgré les contradictions de l'histoire, le modèle pertinent est bien en effet celui de la Chine; l'attachement

aux valeurs communes du confucianisme, l'appartenance à un système spatio-culturel identique et une expérience révolutionnaire un peu semblable sont autant d'éléments qui expliquent que les Vietnamiens comprennent bien mieux les Chinois que les Soviétiques.

Bien entendu, les contextes sont différents, d'une part l'hypothèque du Kampuchéa paralyse toute ouverture véritable sur l'économie internationale, d'autre part, c'est encore dans l'atmosphère un peu troublante du mausolée d'Hô Chi Minh que les dirigeants vietnamiens



Wojtek Gorczyński

puisent leur inspiration alors qu'en Chine celui de Mao Zedong est maintenant très souvent fermé.

FACE À LA SITUATION ACTUELLE, LES observateurs sont partagés. Faut-il maintenir à l'endroit du Vietnam une politique de fermeté afin de l'amener à transiger sur la question essentielle, c'est-à-dire le retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchéa, ou convient-il de mettre fin à cette quarantaine pour l'amener à normaliser graduellement ses relations et le placer sur la voie de la modernisation?

Le dilemme ne se pose pas vraiment au Canada qui a choisi depuis 1979 d'appuyer inconditionnellement la coalition anti-vietnamienne, a mis fin à son aide en février de la même année et a reconnu en 1982 le GCKD. Cette position est peut-être logique, voire souhaitable à la lumière des expériences canadiennes au Vietnam. On se souvient en effet que le Canada a contribué à l'expérience difficile et frustrante des commissions internationales de contrôle et de surveillance en Indochine de 1954 à 1973, qu'il a accueilli plus de 100 000 réfugiés indochinois et qu'il n'est pas prêt à risquer pour le Vietnam de contrarier son voisin américain, ses partenaires de l'ASEAN et

surtout la Chine avec laquelle se développent des rapports nombreux et rentables.

Ce que l'on doit cependant déplorer, c'est de constater comme l'indique très bien Kim Nossal : «... que le Canada a choisi d'être guidé dans sa politique à l'égard du Vietnam par les préférences d'autres pays plus directement impliqués». Le gouvernement canadien se satisfait ainsi d'un rôle de soutien passif en s'abritant derrière le respect des règles d'une coalition dont les intérêts anti-vietnamiens de chacune des parties sont fort différents

et surtout, dans la plupart des cas, bien éloignés des intérêts du Canada. En d'autres termes, la politique canadienne pêche par excès de zèle; elle renoue avec une attitude d'intransigeance que l'on avait observé à l'endroit de la Chine dans les années 50 et 60 et déroge à une tradition canadienne favorisant la négociation, la médiation et le maintien d'un dialogue entre les partis antagonistes dans un conflit. Certes, le Canada n'est qu'un acteur bien marginal dans les conflits d'Indochine alors qu'aurait-on à gagner à modifier la politique actuelle?

À court terme, rien de tangible très certainement, à moyen terme cependant, la reconnaissance par tous les acteurs asiatiques que le Canada a bien une politique spécifique dans la région et que cette politique n'est inféodée à aucune autre. À moyen terme également, le Canada pourrait se gagner le respect des gouvernements indochinois en établissant avec eux un dialogue dans lequel les interlocuteurs n'auraient pas le sentiment que les Canadiens ne sont que les porte-paroles de Washington.

Même si la stratégie canadienne en Asie du Sud-Est s'appuie essentiellement sur des intérêts économiques, là encore il ne faudrait pas sous-estimer à plus long terme le potentiel de développement de la

péninsule indochinoise. Alors pourquoi se comporter d'une façon plus radicale que certains des pays asiatiques les plus anti-communistes? Le Japon est devenu, par exemple, le premier partenaire commercial non communiste du Vietnam et il est suivi par Singapour, un des États les plus virulents au sein de la coalition contre le Vietnam. On peut également noter les Coréens du Sud mais aussi les Thaïlandais qui, malgré les affrontements avec les troupes vietnamiennes sur la frontière du Cambodge commercent indirectement avec Hanoï. Ainsi, sans cautionner en aucune façon la politique vietnamienne au Kampuchéa, il serait toutefois possible pour le Canada d'encourager la multiplication des contacts privés et de substituer aux positions d'exclusion actuelles des mesures de réinsertion graduelle du Vietnam dans le système international.

IL NOUS SEMBLE EN EFFET QUE LE Canada n'a pas à être absent du Vietnam comme le sont les États-Unis. En s'assurant d'une plus grande visibilité au Vietnam, les Canadiens pourraient, malgré les craintes que cette politique peut inspirer à Ottawa, donner plus de crédibilité à leurs intérêts en Asie orientale. Sans cautionner la présence militaire vietnamienne au Kampuchéa et au Laos, le gouvernement canadien pourrait également, comme plusieurs pays européens, encourager des échanges commerciaux et culturels et faire en sorte que certains gouvernements provinciaux jugent à propos d'établir des rapports à travers lesquels il serait possible d'exercer une influence plus significative en multipliant surtout les possibilités d'interventions politiques véritables sur le gouvernement de Hanoï. Le Canada appartient à la francophonie et le Vietnam a inventé l'expression désormais admise : «des pays qui ont en commun l'usage de la langue française». Il est regrettable que l'on n'ait pas jusqu'à maintenant cherché à dialoguer en français avec les Vietnamiens. □

#### Pour en savoir plus

Nayan CHANDA, *Brother Enemy, The War after the War, A History of Indo-China Since the Fall of Saigon*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1986.

Kim NOSSAL, «Les sanctions économiques et les petits États : Le cas de la «punition» du Vietnam par le Canada», *Études internationales*, volume XVIII, no 3, septembre 1987, pp. 523-544.

Douglas PIKE, *Vietnam and the Soviet Union, Anatomy of an Alliance*, Westview Press, Boulder and London, 1987.